



ALGÉRIE

# PRESENTATION

Le présent rapport fait partie d'une étude plus large en deux parties sur **la liberté de réunion dans la région Euro-Méditerranéenne**.

Après une présentation des normes internationales relatives à la liberté de réunion, la première partie examine les cadres juridiques et leur conformité avec les normes internationales des droits de l'Homme dans 11 pays de la Méditerranée et l'Union européenne. La deuxième partie examine l'application des lois et l'exercice de la liberté de réunion et de manifestation dans la pratique.

Afin d'évaluer la conformité des législations nationales avec les normes internationales relatives à l'exercice de la liberté de réunion, des indicateurs objectifs ont été utilisés comme référence tout au long de cette étude. Une approche sensible au genre a été incorporée afin de déterminer si les femmes jouissent de la liberté de réunion dans la même mesure que les hommes, ou si elles sont confrontées à des restrictions spécifiques.

Cette étude a été menée en concertation avec les membres du Réseau Euro-Méditerranéen des Droits de l'Homme (REMDH), qui regroupe 80 organisations et institutions de défense des droits de l'Homme basées dans 30 pays. Elle reflète donc la contribution active des membres du Groupe de Travail du REMDH sur la liberté d'association et de réunion, ainsi que d'autres organisations de la société civile et experts.

L'objectif de cet état des lieux régional est de fournir aux défenseurs des droits de l'Homme et organisations de la société civile, aux organisations internationales et aux institutions étatiques, une analyse qui leur permette de comparer les lois et politiques de leur pays à celles d'autres pays et d'évaluer leur conformité avec les conventions internationales, afin de plaider pour les réformes pertinentes et contribuer à améliorer la situation de la liberté de réunion dans les pays de la zone Euro-Méditerranéenne.

Les chapitres sont également disponibles séparément: Algérie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc et Sahara Occidental, Palestine, Syrie, Tunisie, Turquie, et l'Union Européenne.



## Introduction

Depuis 1991, la liberté de réunion et de manifestation en Algérie est sérieusement entravée par des lois et des pratiques abusives qui limitent l'exercice de ce droit. Cependant, les citoyens algériens n'ont pas cessé pour autant de revendiquer leur droit à l'utilisation de l'espace public pour exprimer leur mécontentement face à la dégradation de la situation politique, économique et sociale.

En 2011, dans le sillage du 'printemps arabe', les manifestations et les troubles se sont multipliés en Algérie. La société civile a tenté d'articuler une stratégie d'opposition par la Coordination nationale pour le changement et la démocratie. Cependant des milliers de policiers ont été déployés pour mettre fin aux manifestations et des dizaines de procédures judiciaires ont été entreprises contre les manifestants.

2011 et 2012 ont été marquées par l'adoption de réformes légales comme la levée de l'état d'urgence contrecarrée par l'approbation de différentes lois limitant encore plus les droits des citoyens, en particulier, les libertés d'association et d'expression. Le maintien de dispositions légales restrictives rend difficile l'organisation de manifestations et de réunions publiques<sup>1</sup>.

Depuis lors, la mobilisation de secteurs socioprofessionnels comme les gardes communaux<sup>2</sup>, les étudiants, les chômeurs, les professeurs, les travailleurs de l'administration publique, de la santé, etc. qui demandent une amélioration des conditions de travail s'est poursuivie tandis que la politique de répression s'est durcie. Beaucoup des manifestations ont été dispersées, quelques-unes dans la violence, et certains activistes poursuivis en justice. Dans les villes du sud du pays, les mouvements de chômeurs et de travailleurs en situation précaire, revendiquant leur droit à un travail digne, ainsi que des employés des entreprises multinationales, ont considérablement augmenté à partir de 2013.

Les organisations des droits de l'Homme ont largement documenté la dégradation des libertés d'association et de réunion en Algérie<sup>3</sup>.

Entre février et mars 2014, pendant la période précédant l'élection présidentielle, des centaines de manifestants ont été arrêtés, surtout à Alger, lors de rassemblements convoqués par la société civile<sup>4</sup>. Après une répression sévère au début, les autorités ont adopté une stratégie plus subtile pour sauvegarder l'image internationale de l'Algérie, avant de renouer avec les pratiques répressives après quelques semaines<sup>5</sup>.

1 Pour davantage de précisions voir les études du REMDH : *Le droit à la liberté de réunion dans la région Euro-méditerranéenne, Première partie : Cadre législatif* (chapitre Algérie) : [http://www.euromedrights.org/fra/wp-content/uploads/2013/11/FOA2013\\_FR\\_ALG%C3%89RIE1.pdf](http://www.euromedrights.org/fra/wp-content/uploads/2013/11/FOA2013_FR_ALG%C3%89RIE1.pdf); et Algérie : La levée de l'état d'urgence : un trompe-l'œil [http://www.euromedrights.org/files/lev\\_e\\_\\_tat\\_urgence\\_Alg\\_rie\\_fr\\_456168795.pdf](http://www.euromedrights.org/files/lev_e__tat_urgence_Alg_rie_fr_456168795.pdf)

2 La garde communale a été créée en Algérie pendant la « décennie noire » pour combattre le terrorisme islamiste. Les *gardes communaux* demandent depuis des années la non-dissolution de la garde (décrétée en 2012), une plus grande reconnaissance de leur travail et l'approbation de l'augmentation de leurs salaires avec un effet rétroactif.

3 UE (2014) : *Rapport Paquet* PEV – Algérie, 27 mars 2014. [http://europa.eu/rapid/press-release\\_MEMO-14-219\\_fr.htm](http://europa.eu/rapid/press-release_MEMO-14-219_fr.htm). A signaler que grâce au travail des nombreuses organisations de droits de l'Homme qui dénoncent depuis des années la situation dans le pays, l'UE a fini par refléter ces violations dans son rapport de progrès de la Politique Européenne de Voisinage. Voir les rapports et communiqués du REMDH : <http://www.euromedrights.org/fra/communiques-de-remdh/> et <http://www.euromedrights.org/fra/publications/>; Amnesty International : <http://www.amnesty.org/fr/region/algeria>; Human Rights Watch : <http://www.hrw.org/middle-eastn-africa/algeria>; Cairo Institute for Human Rights : <http://www.cihrs.org/?s=Algeria&lang=en> (en anglais); Fédération Internationale des Droits de l'Homme : <http://www.fidh.org/fr/maghreb-moyen-orient/algerie/>; entre autres.

4 Amnesty International, 14 avril 2014 : <http://www.amnistie.ca/sinformer/communiques/international/2014/algerie/repression-menee-en-cette-periode-preelectorale>

5 Dans la manifestation du 16 avril (à la veille des élections), par exemple, deux jeunes sans lien avec la manifestation ont été arrêtés, détenus et poursuivis. Communiqué de presse conjoint du REMDH et Amnesty International du 9 mai 2014 dénonçant la détention et les poursuites arbitraires de deux jeunes : <http://www.amnesty.org/fr/library/asset/MDE28/006/2014/en/1b252dca-bf15-4fb1-8984-a01ab4bde8ba/mde280062014fr.pdf>

## 1. Restrictions imposées au droit de réunion

Sachant que l'autorisation sera refusée en dernière minute, beaucoup des organisateurs ne suivent pas généralement le processus de déclaration préalable pour les réunions publiques ni d'autorisation pour les manifestations.

Alors que selon la loi les réunions publiques ne font l'objet que d'une déclaration, dans la pratique les restrictions arbitraires reviennent à une autorisation. Les organisations de droits de l'Homme et les syndicats autonomes qui déclarent la tenue de leurs congrès ou assemblées générales se heurtent souvent au refus des autorités de délivrer un récépissé de déclaration<sup>6</sup>, alors que ce récépissé est ensuite exigé pour évaluer la légalité de l'événement, prétexte qui sert à l'interdiction ou la dissolution de la réunion.

Pour les manifestations de collectifs critiques envers les politiques du gouvernement, en particulier le mouvement des chômeurs et travailleurs précaires, les familles des disparus, les militants des droits de l'Homme, certains partis politiques et les syndicats autonomes, les autorisations demandées aux autorités locales (wali) sont généralement refusées. Le refus est signifié dans une notification écrite ou, la plupart du temps, simplement par l'absence de réponse. L'absence d'un récépissé de dépôt de demande ou d'une notification écrite interdisant la manifestation empêche les organisateurs de présenter un recours devant l'autorité administrative compétente. Des partis politiques ont dénoncé cette pratique qui bloque l'accès aux espaces publics aux organisations et partis de l'opposition<sup>7</sup>.

Ces entraves rendent l'organisation pratique de réunions publiques très problématique : dès lors que la réunion est rendue illégale par l'absence de réponse des autorités, comment publiciser l'événement, inviter les participants, s'assurer que les propriétaires de la salle acceptent de louer celle-ci pour la réunion?<sup>8</sup> Souvent les organisateurs passent outre l'interdiction arbitraire, prenant le risque de sanctions administratives et pénale et de voir leur événement interrompu par les forces de l'ordre.

Pendant la période électorale, les réunions sont autorisées dans des espaces fermés pour les partis politiques participant au processus électoral et des salles publiques sont même mises à leur disposition. Les partis qui ont pris part au boycott du scrutin présidentiel de 2014<sup>9</sup> ont vu la plupart de leurs demandes d'autorisation de réunions publiques refusées<sup>10</sup>, même s'ils ont pu mener leurs actions dans leurs propres locaux.

Dans ce contexte répressif, une circulaire du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales, datée du 8 janvier, annonçait qu'une liste de 19 associations, dont la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH), ne pourraient pas obtenir l'autorisation de tenir de réunion publique avant que le wali n'ait consulté le Ministère. La circulaire se limite à invoquer l'existence de « conflits internes au sein de ces associations »<sup>11</sup> sans préciser la base légale qui justifierait cette mesure.

6 Comme ce fut le cas de l'assemblée générale d'Amnesty International – Algérie en 2014.

7 Voir le cas du groupe de 16 partis politiques s'opposant à la révision de la Constitution avant la présidentielle de 2014 qui n'ont pas reçu de réponse à la demande de tenir une réunion publique dans un hôtel d'Alger le 1 octobre 2013.

8 Voir CFDA, *Le régime algérien à l'épreuve des droits de l'Homme - L'illusion du changement*, 2013, p. 90. <http://www.algerie-disparus.org/>.

9 C'est le cas de la Coordination Nationale des Partis et des Personnalités (CNPP), qui regroupe plusieurs partis, dont le parti laïc RCD et l'islamiste MSP ainsi que l'ancien premier ministre Ahmed Benbitour.

10 Voir REMDH, <http://www.euromedrights.org/fra/2014/04/10/algerie-violations-du-droit-a-la-liberte-de-reunion-pacifique-en-periode-electorale/> ; certaines ont cependant été autorisées, comme le meeting du 'front du boycott' le 21 mars 2014.

11 Voir LADDH, 30 janvier 2014, [http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf\\_fr/laddh\\_communique\\_0614.pdf](http://www.algeria-watch.org/pdf/pdf_fr/laddh_communique_0614.pdf)

## 2. Facilitation du droit de réunion par les autorités

En ce qui concerne les réunions publiques ou même privées (comme les réunions de certaines associations dans leurs propres locaux), il n'est pas rare que des policiers – en civil ou en uniforme – suivent ou harcèlent les participants.

Lors de rassemblements non autorisés, les forces de l'ordre interviennent très souvent pour empêcher l'événement de se tenir ou le disperser dès le début. Leur intervention implique l'occupation du lieu où doit se dérouler la manifestation, le blocage des accès piétonniers et des moyens de transport utilisés par les manifestants pour arriver sur les lieux, et l'arrestation préventive des manifestants dans les rues adjacentes et dans les stations des transports publics.

Les forces de sécurité qui interviennent dans les manifestations sont, principalement, les brigades anti-émeutes, la gendarmerie et, parfois, des agents de la Brigade Mobile de la Police Judiciaire (BMPJ) et même de la Brigade de Recherches et d'Investigations (BRI) qui prennent des photos et des vidéos. Des policiers en civil interviennent aussi pour interpellier les manifestants et même pour les neutraliser avant et après les manifestations.

Après la dispersion par la force de dizaines de manifestations en février et début mars 2014 pendant la campagne électorale, les autorités ont finalement toléré plusieurs rassemblements, notamment dans la capitale. Cependant, les forces de l'ordre encerclaient les manifestants pour les empêcher de bloquer la circulation des rues principales et dissuader d'autres citoyens de se joindre à eux, mais sans les disperser. Cette pratique est d'ailleurs très courante.

Par ailleurs, les forces de l'ordre empêchent souvent les journalistes ou observateurs de travailler<sup>12</sup>, surtout lorsqu'il s'agit de la presse indépendante<sup>13</sup> couvrant des manifestations non autorisées. Il n'est pas rare que les journalistes soient agressés et empêchés d'approcher les lieux des manifestations, et parfois, même, leur matériel confisqué ou cassé<sup>14</sup>.

En ce qui concerne la protection des femmes dans les manifestations, il n'a pas été rapporté de traitement discriminatoire ou violent systématique, mais les forces de l'ordre commettent parfois des actes de harcèlement lors de la dispersion ou de l'interrogatoire, voire des traitements dégradants<sup>15</sup>.

## 3. Recours à la force et à la détention

### *Usage de la force*

Le recours à la force dépend du message et de l'identité des organisateurs des manifestations, du lieu et du moment politique. Pour certaines manifestations, les forces de l'ordre recourent aux arrestations préventives et pour d'autres, à l'usage de la force et aux interpellations violentes durant l'événement. Les cas du mouvement des familles de disparus, du mouvement des chômeurs et des opposants politiques illustrent cette dynamique.

12 Lors des manifestations organisées la veille des élections d'avril 2014, plusieurs journalistes ont eu du mal à faire leur travail normalement. Voir Reporters sans Frontières, 17 avril 2014 : <http://fr.rsf.org/algerie-rsf-demande-aux-autorites-15-04-2014,46155.html>

13 Plusieurs journalistes d'El Watan et Echorouk TV ont été interpellés alors qu'ils couvraient des manifestations contre le gouvernement pendant les élections présidentielles d'avril 2014. Un journaliste à El-Watan, a même été suivi et harcelé avec trois autres journalistes, le 17 avril 2014, dans la ville de Khanchla, par une voiture. Les individus ont voulu faire percuter le véhicule qui transportait les journalistes en mission pour couvrir les élections présidentielles.

14 Voir le cas de Mazian Abane, journaliste d'El Watan qui a été arrêté le 10 avril 2014 alors qu'il était en train de couvrir une marche des étudiants de l'université de Boumerdes. Les forces de l'ordre ont pris son téléphone personnel et sa caméra pour effacer les vidéos.

15 Cas d'Amira Bouraoui, l'une des initiatrices du mouvement Barakat, que la police a tenté de déshabiller publiquement, le 1er mars 2014, lors d'une manifestation contre le quatrième mandat de Bouteflika. Voir <http://lareleve.ma/news7872.html>

Quand il s'agit de rassemblements spontanés, les forces de l'ordre ont presque toujours recours à la force et aux arrestations, comme dans les cas des manifestations de janvier 2011<sup>16</sup> à Alger ou encore de la répression du 34e anniversaire du Printemps Berbère à Tizi Ouzou le 20 avril 2014<sup>17</sup>.

Il existe des différences selon les régions. Au sud et dans les régions de l'intérieur, les forces de l'ordre répriment presque toutes les manifestations (le cas du mouvement des chômeurs est un des plus frappants). En Kabylie, les mouvements sociaux sont forts et de nombreuses manifestations ont lieu, mais la répression parfois brutale provoque souvent des émeutes qui entraînent alors une plus forte répression. Enfin, à Alger, sous prétexte de la décision du 18 juin 2001 interdisant les manifestations dans la capitale, celles-ci sont souvent dispersées par la force.

L'utilisation de la force prend plusieurs formes: coups de matraque, coups de pieds, insultes etc. et parfois utilisation de balles en caoutchouc et de gaz lacrymogène. Souvent, l'usage de la force par la police n'est pas conforme aux procédures établies dans le Code Pénal et les principes de nécessité et proportionnalité ne sont pas respectés, entraînant des blessures chez des manifestants pacifiques.

Cela a été le cas lors de la manifestation du 23 février 2014 organisée par le comité des travailleurs précaires du 'pré-emploi', où environ 350 personnes ont essayé de s'approcher du siège de l'Assemblée Populaire Nationale pour réclamer pacifiquement l'amélioration de leurs conditions de travail. Selon le SNAPAP (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), des participants ont été battus et insultés par les services de l'ordre, causant environ 50 blessés.

Les femmes ne font l'objet d'aucune complaisance de la part des forces de l'ordre, et les participantes aux manifestations sont aussi maltraitées et arrêtées. L'exemple le plus frappant est celui des mères de disparus (maltraitées par exemple lors de la dispersion des rassemblements du 5 juillet 2012, 10 décembre 2012 et 9 mars 2013).

### **Arrestations**

En général, les "leaders" ou les organisateurs des rassemblements sont arrêtés pour casser le mouvement. La base légale invoquée est l'absence d'autorisation de manifester. Les arrestations durent généralement jusqu'à la tombée de la nuit, lorsque la manifestation est finie et les médias sont partis.

Dans certains cas la détention est prolongée plusieurs jours, et certains activistes ont été mis en examen sous contrôle judiciaire, incarcérés et traduits devant les tribunaux.

Des cas de mauvais traitements ont été dénoncés par des manifestants détenus. Le 20 février 2013 par exemple, un groupe de chômeurs a été emmené au commissariat de Laghouat où, selon le témoignage de la LADDH, ils ont subi des mauvais traitements de la part de la police pour les obliger à signer des procès-verbaux<sup>18</sup>.

16 Le Ministère de l'Intérieur a fait état de 19 blessés et de neuf interpellations lors de la manifestation du 22 janvier 2011 mais le RCD (parti d'opposition) a annoncé 49 blessés et une vingtaine d'interpellations: [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/22/des-blesses-et-des-arrestations-dans-des-heurts-a-alger\\_1469056\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/01/22/des-blesses-et-des-arrestations-dans-des-heurts-a-alger_1469056_3212.html)

17 Le 20 avril 2014, par exemple, lors de la commémoration du Printemps Berbère et du Printemps Noir, la manifestation pacifique de Tizi Ouzou a été brutalement réprimée : <https://www.youtube.com/watch?v=hdu0fYKhZIQ>. Un étudiant, Lounis Aliouat, a perdu son œil droit : [http://algeria-watch.de/fr/article/pol/kabylie/marche\\_reprimee.htm](http://algeria-watch.de/fr/article/pol/kabylie/marche_reprimee.htm). Les autorités ont justifié l'intervention de la police en disant que la marche de Tizi n'était pas autorisée alors que les manifestations de Bejaia et Bouira ne l'étaient pas non plus mais elles ont été tolérées.

18 Voir LADDH - Laghouat, 27 février 2013 : <http://www.la-laddh.org/spip.php?article1454>. Le 12 mars 2013 le tribunal de Laghouat a condamné quatre de ces manifestants à un mois de prison ferme et un mois avec sursis pour « attroupement non armé et usage de la force contre les forces de l'ordre ».

Pendant la période électorale de mars-avril 2014 les nombreuses manifestations organisées à Alger par différents collectifs d'opposition<sup>19</sup> ont été suivies d'arrestations<sup>20</sup>. La police nationale a reconnu avoir procédé à 264 interpellations de manifestants au cours de la première semaine du mois de mars. Reporters Sans Frontières a aussi recensé un certain nombre d'interpellations de journalistes en marge des manifestations<sup>21</sup>. Face au tollé, cette vague d'arrestations s'est ensuite atténuée<sup>22</sup>.

#### 4. Responsabilité des forces de l'ordre

Malgré plusieurs articles du Code pénal prévoyant la sanction des agents qui commettraient des restrictions des droits ou des libertés<sup>23</sup>, dans la pratique les autorités nient tout dépassement et très rarement des enquêtes ont été menées sur des cas d'abus qui ont été rendus publics (par la diffusion de vidéos sur les réseaux sociaux par exemple).

Suite à la répression de la commémoration du Printemps Berbère à Tizi Ouzou en avril 2014, le chef de la police a annoncé une enquête sur les brutalités policières. Aucun résultat n'a pour l'instant été publié, et dans des cas similaires ni les conclusions des enquêtes, ni les auteurs des agressions n'ont été rendus publics.

Exceptionnellement les citoyens ont eu recours aux mécanismes internationaux de protection de droits humains pour dénoncer des cas de violence, considérant que les recours internes sont inutiles ou inefficaces. Une communication a par exemple été envoyée au Rapporteur spécial des Nations Unies sur le Droit de réunion pacifique et d'association, dénonçant la violence des forces de l'ordre contre des militants lors d'un sit-in devant la cour d'Alger en avril 2013<sup>24</sup>.

#### 5. Sanctions judiciaires contre les organisateurs et les participants

Lorsque des manifestants sont traduits devant les tribunaux, ils sont généralement poursuivis en vertu du Code de Procédure Pénale pour manifestation illégale, perturbation du bon fonctionnement du travail, attroupement et incitation à l'attroupement, trouble à l'ordre publique ou encore pour outrage et violences envers des fonctionnaires et institutions de l'État.

Le 18 avril 2012, Abdelkader Kherba, syndicaliste et militant des droits de l'Homme, a été arrêté au cours d'un rassemblement organisé par le mouvement des greffiers à Alger. Il a été condamné à un an d'emprisonnement avec sursis et 20.000 dinars (environ 200 euros)

19 Parmi eux le mouvement Barakat, des enseignants et des étudiants, des parties politiques (CNPP), le mouvement des gardes communaux, le Collectif Citoyen contre le Quatrième Mandat, le Mouvement Refd, des militants de droits de l'Homme etc.

20 A Alger, manifestation du 23 février à Bouzaréah; 1er, 6 et 15 mars à la Faculté Centrale (arrestation et mise en garde à vue le 6 mars de maître Badi Abdelghani, président de la section d'Alger de la LADDH, relâché à une heure tardive de la journée); 12 mars au monument des martyrs; 13 mars à Bouzaréah; 15 mars à la Grande Poste. Et dans le reste du pays : 3 mars à Laghouat; 10 mars à Béjaïa et Bouira; 11 mars à Djelfa; 12 mars à Tizi Ouzou.

21 Voir le cas de Zineb Benzita, d'Echorouk TV, arrêtée le 1 mars de 2014 lorsqu'elle couvrait une manifestation à Alger.

22 Voir <http://elwatan2014.com/component/k2/item/1016-Apr%C3%A8s-les-arrestations-de-Barakat-la-police-dans-lembarras>.  
23 Article 440 bis du Code Pénal qui punit tout un agent qui, dans l'exercice de ses fonctions, adresse à un citoyen des injures, insultes ou tout propos blessant, d'un emprisonnement d'un à deux mois et d'une amende de 500 à 1000 dinars ; et article 107 qui punit l'ordre ou commission par un fonctionnaire d'actes arbitraires ou attentatoires soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou plusieurs citoyens, d'une peine de réclusion de cinq à dix ans.

24 Communication envoyée par Maître Sid-Ali Boudiaf le 17 avril 2013 pour 14 militants des droits de l'Homme arrêtés le 26 mars de 2013 lors d'un sit-in devant la cour d'Alger en soutien à un détenu poursuivi pour apologie d'actes terroristes. Les forces de l'ordre ont frappé les militants dans le hall du tribunal Hussein Dey pendant qu'ils attendaient pour rejoindre la salle d'audience.

d'amende pour usurpation de fonction (de syndicaliste), entrave au fonctionnement d'une institution et incitation directe à l'attroupement.

Le 16 avril 2014, la cour d'appel d'Ouargla a condamné M. Houari Djelouli, à l'époque membre du Comité National pour la Défense des Droits des Chômeurs (CNDDC), à un an de prison avec sursis et à une amende de 50 000 dinars (environ 500 euros) pour avoir distribué des « *tracts ou annonces de nature à nuire à l'intérêt national* » (art. 96 du Code Pénal). M. Djelouli avait été arrêté le 8 avril 2013 avec des prospectus du CNDDC appelant à un sit-in dans le but de revendiquer le droit au travail.

## 6. Initiatives de la société civile et bonnes pratiques

Les organisations de la société civile algérienne, affaiblies par les pratiques de harcèlement et les interférences des autorités, peinent à mettre en place des stratégies conjointes pour promouvoir les libertés de réunion et d'association. Cependant, il existe de nombreuses initiatives louables:

- Manifestations pour dénoncer les abus des forces de sécurité contre des manifestants (14 mars 2013 à Ouargla ; 31 décembre 2013 à El Biar Alger ; 23 février 2014 à la Grande Poste d'Alger) ; mobilisations devant le tribunal lors des procès de militants ou de personnes arrêtées lors de manifestations ;
- Constitution de collectifs d'avocats pour les droits de l'Homme, pour défendre entre autres les personnes poursuivies en justice pour avoir exercé leur droit de réunion ;
- Utilisation des réseaux sociaux pour organiser et documenter les rassemblements et les abus des forces de sécurité. Cette pratique de plus en plus courante a permis une augmentation considérable de l'information sur les pratiques arbitraires des autorités et les violations du droit d'association et de réunion. Cependant, ces réseaux sont aussi très surveillés par les autorités, ce qui représente un risque pour les activistes qui s'exposent à des poursuites et représailles ;
- Malgré la répression, la société civile continue de revendiquer son droit à l'espace public en tenant des rassemblements, qui restent très nombreux. Certains collectifs, comme les familles de disparus, manifestent chaque semaine depuis des années. Par exemple le mouvement des chômeurs, né en 2012 dans le sud de l'Algérie, est devenu un acteur de mobilisation importante et a organisé entre autres la 'Milioniya' en mars 2013, réunissant plus de 3000 personnes. 'Barakat' est un mouvement citoyen lancé le 1er mars 2014 par des journalistes, blogueurs et militants des droits de l'Homme revendiquant le droit à la participation politique, à la liberté d'expression et de réunion<sup>25</sup>. Le mouvement a su imposer son droit de manifester à Alger pendant la campagne électorale de 2014.

<sup>25</sup> Voir la charte du mouvement Barakat: <https://www.facebook.com/50snabarakat?fref=ts>.

1. Garantir que les libertés de réunion, d'expression et d'association peuvent être exercées par tout individu ou groupe sans discrimination basée sur les opinions, origines, sexe, religion, etc.
2. Mettre la législation sur les réunions, rassemblements et manifestations en conformité avec le droit international et les engagements pris par l'Algérie, en particulier abroger la décision du chef du gouvernement du 18 juin 2001 qui interdit les marches ou toute forme de manifestation publique à Alger; et modifier les articles du Code pénal prévoyant des sanctions disproportionnées contre des manifestants pacifiques (voir première partie de l'Etude) ;
3. Instaurer une procédure de déclaration (au lieu d'une d'autorisation) pour les réunions publiques et manifestations qui peuvent interférer avec les droits et libertés d'autrui ; s'assurer que la procédure est effectivement transparente, accessible et peu onéreuse, et que les autorités administratives se conforment à la loi dans sa mise en œuvre;
4. S'assurer que les restrictions appliquées le sont en conformité avec la loi, respectent les principes de nécessité et proportionnalité et sont communiquées par écrit aux organisateurs dans un délai permettant un recours devant un tribunal avant la date prévue pour l'événement ;
5. S'assurer que les autorités sont toujours ouvertes au dialogue avec les organisateurs (avant et pendant les rassemblements), et lorsque ce dialogue a lieu, que son objectif est bien d'améliorer la facilitation du droit de réunion pacifique ;
6. Mettre fin aux arrestations arbitraires lors de manifestations pacifiques ainsi qu'au harcèlement judiciaire des citoyens revendiquant leur droit à manifester pacifiquement ;
7. Garantir la sécurité et faciliter l'accès des journalistes aux rassemblements pacifiques ;
8. Adopter des règles claires, détaillées et contraignantes pour l'usage de la force contre les manifestants, en conformité avec les Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois ; former les forces de l'ordre à l'utilisation de la force et des armes anti-émeutes en conséquence ;
9. Mettre en œuvre la responsabilité de l'Etat de protéger les manifestants pacifiques ; s'assurer que tout usage de la force par les forces de l'ordre suit les principes du dernier recours, de la nécessité, progressivité et proportionnalité ; s'assurer que le recours à la force létale n'est utilisé qu'en dernier ressort pour se protéger contre une menace imminente mettant en danger des vies humaines ;
10. Diligenter des enquêtes promptes, indépendantes et impartiales en cas de plainte ou d'information sur de possibles dépassements ou violations des droits de l'Homme commises par les forces de l'ordre dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre ; punir les responsables et permettre aux victimes d'obtenir réparation ainsi que des garanties de non-répétition; à cette fin, mettre en place un mécanisme indépendant de surveillance et d'enquête sur les actions des forces de sécurité.